jusqu'ici, aucun n'a reçu l'approbation des autorités canadiennes. Autrement dit, aucun contenant, à ce jour, n'a été estimé assez sûr pour justifier son usage aux fins du code pénal.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le bill a été présenté prématurément.

LES TRAVAUX PUBLICS

LES PROJETS FÉDÉRAUX POUR LE QUÉBEC ET LA SITUATION POLITIQUE

M. Robert Borrie (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question a trait à une réponse donnée antérieurement par le premier ministre. La construction de l'aéroport de Ste-Scholastique et la réalisation d'un certain nombre d'autres projets fédéraux prévus pour le Québec seront-elles retardées en attendant qu'on ait évalué la portée des déclarations apparemment pro-séparatistes proférées par deux partis politiques qui cherchent à se faire élire dans cette province?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les politiques fédérales sont destinées à servir les intérêts de tous les citoyens du Canada. Si nous devons les suspendre chaque fois qu'un petit politicien profère, dans une province quelconque, des menaces de séparatisme, nous n'arriverions à rien.

INFORMATION CANADA

LA CONSULTATION DU DIRECTEUR AVANT LA PRÉTENDUE MODIFICATION D'UNE DÉPÊCHE

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé d'Information Canada. Le ministre, qui a été absent de la Chambre pendant quelques jours avant le congé de Pâques, a-t-il consulté le directeur d'Information Canada avant d'intervenir personnellement dans le but de modifier la dépêche de la *Presse canadienne* qui laisse entendre que des influences partisans joueraient au sein de cet organisme?

L'hon. Robert Stanbury (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, le député ne rend pas justice à la *Presse canadienne*. Je n'ai nullement le pouvoir de modifier ses comptes rendus. Lorsqu'on m'a interrogé, j'ai simplement raconté ma version des faits et on a eu la gentillesse d'ajouter ce qui avait été omis. Le directeur n'avait pas encore été désigné.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, le ministre en est venu à ma question dans la dernière

partie de sa réponse. Je lui ai demandé s'il avait consulté quelqu'un avant de préciser sa position auprès de la *Presse canadienne*. J'aimerais savoir si les consultations ont eu lieu avant ou après.

L'hon. M. Stanbury: Je viens justement de dire, monsieur l'Orateur, que je n'ai consulté personne. Le directeur n'avait pas encore été désigné et je ne l'ai pas consulté depuis au sujet de ma déclaration.

M. Nowlan: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il s'agit d'une question plutôt importante qui n'a pas été présentée au Parlement de la façon voulue. Étant donné l'esprit de parti qui semble se faire jour à Information Canada, le ministre nous dirait-il s'il va user de ses bons offices auprès du président du comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts pour que le directeur d'Information Canada, M. Gagnon, compareisse devant le comité afin d'y définir son mandat et d'expliquer une partie de son activité partisane du passé?

Des voix: Oh, oh!

M. Horner: Excellente question.

M. Nowlan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député invoque le Règlement.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas retarder indûment la Chambre aujourd'hui, mais le ministre s'est absenté pendant plusieurs jours avant les vacances, bien que son nom ait figuré au tableau de présence. Certains événements concernant Information Canada ont suscité une vive inquiétude et laissent subsister des doutes. Je croyais que le ministre allait répondre à cette question, car le sujet n'a vraiment pas été présenté au Parlement. On l'a glissé dans un crédit de 7 millions de dollars, alors que le gouvernement réduit partout ses dépenses.

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Plus tard]

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé d'Information Canada. Chargerait-il notamment le directeur d'Information Canada d'user de son influence pour que le ministre réponde aux questions inscrites au *Feuilleton*?

M. l'Orateur: A l'ordre.